

Zitierhinweis

Monnet, Éric : recension de : Andrea Bonoldi / Andrea Leonardi (eds.), *Recovery and Development in the European Periphery (1945-1960)*, Berlin : Duncker & Humblot, 2010, dans : ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2012, 4.2 - Économie, p. 1189-1192, DOI: 10.15463/rec.903625679, téléchargé depuis Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

ambition l'unification du territoire. Enfin, ils légitiment les groupes ethniques dominant politiquement les nouveaux États.

La seconde partie, d'une orientation plus économique, présente les principaux apports de l'ouvrage en termes d'analyse de sources primaires, essentiellement des annuaires statistiques. L'auteur réévalue des études existantes afin de produire des données uniformes permettant une comparaison réelle de l'impact de l'industrialisation des pays de l'Europe périphérique entre eux, et par rapport aux pays de l'Europe industrialisée. Utilisant des indicateurs physiques plutôt que monétaires du niveau d'industrialisation et mettant en avant l'ambiguïté des périodisations de l'entre-deux-guerres, T. David révèle la forte croissance industrielle de la périphérie entre 1924 et 1938, contestant ainsi l'idée, argumentée jusque dans les années 2000, d'un échec des politiques de nationalisme économique. Ces dernières font de la période allant de 1924 à 1938 un moment de convergence européenne, même si cette convergence ne peut être interprétée sans un regard sur les niveaux absolus de développement, et constitue surtout un rattrapage économique encore insuffisant plutôt qu'une industrialisation comparable à celle de l'Europe occidentale.

Si la riche bibliographie mobilisée et le pari tenu de saisir l'industrialisation de l'Europe périphérique dans la complexité de ses multiples modèles nationaux représentent un réel acquis de cet ouvrage, on regrettera néanmoins, en comparaison, la faiblesse relative des sources primaires. Le lecteur est confronté aux seuls résultats de l'analyse statistique de l'impact des politiques de nationalisme économique. Un contrepoint au regard allemand si particulier sur l'Europe centrale et orientale des années 1930 aurait été le bienvenu. Enfin, et bien qu'on comprenne la centralité de l'entre-deux-guerres pour la compréhension du nationalisme économique de l'Europe périphérique, la longue durée historique (1789-1939) annoncée dans le sous-titre de l'ouvrage ne correspond malheureusement pas à la réalité de l'analyse que propose T. David.

SIMON GODARD

**Andrea Bonoldi
et Andrea Leonardi (éd.)**

*Recovery and Development in the European
Periphery (1945-1960)*

Berlin, Duncker & Humblot, 2010, 394 p.

Cet ouvrage regroupe les interventions présentées lors d'un colloque à l'université de Trente en décembre 2007. Cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche débuté quinze années auparavant sur l'histoire de l'économie et de l'entrepreneuriat dans les régions alpines, avait pour but d'offrir une perspective comparative plus large sur la reconstruction économique en Europe après la Seconde Guerre mondiale.

L'enjeu d'une telle entreprise est important car elle participe à un renouveau actuel des études comparatistes sur les institutions ayant favorisé la croissance dans les divers pays européens pendant la période que l'on nomme habituellement en France les « Trente Glorieuses », et que les travaux en langue anglaise qualifient dorénavant de « European Golden Age ». La comparaison entre les pays du bloc soviétique et ceux du bloc de l'Ouest est, à cet égard, une tâche nécessaire que l'ouverture d'archives récentes favorise et à laquelle contribue le colloque de Trente.

Les deux premiers chapitres sont quantitatifs et comparatifs, le premier traitant de l'ensemble de l'Europe, le second comparant les trajectoires hongroises et italiennes à l'aide d'un modèle théorique. Sur treize contributions, près de la moitié concerne uniquement des régions italiennes. Il ne reste donc que cinq chapitres qui abordent des cas spécifiques européens en dehors de l'Italie : respectivement la Yougoslavie, l'Autriche, la Pologne, la Bavière et l'Espagne rurale.

L'ouvrage présente un double intérêt : la moitié des textes fournit une étude fine de l'économie italienne, faisant varier les échelles et insistant notamment sur les institutions de crédit, quand l'autre moitié offre des synthèses macroéconomiques souvent inédites.

Les chapitres sur la Pologne et la Yougoslavie donnent des analyses macroéconomiques sur une longue période, proches de celles publiées dans l'ouvrage dirigé par Nicholas Crafts et Gianni Toniolo en 1995¹. Elles complètent

donc idéalement ce dernier, qui n'incluait pas ces deux pays, pour lesquels les études en langue anglaise ou française sont rares. La description du système tayloriste, et en particulier du succès du plan de 1956, heure de gloire de la doctrine d'autogestion, montre ainsi comment la détermination d'objectifs nationaux a pu coïncider avec une relative autonomie des entreprises dans le domaine de l'allocation des salaires. Elle confirme l'idée selon laquelle la dialectique entre objectifs macroéconomiques fixés par l'État et autonomie de la gestion des facteurs de production par les entreprises est un trait commun de cette période, présent cependant à des degrés très divers selon les contextes nationaux.

Quant aux différents chapitres sur l'Italie, ils apportent un éclairage particulièrement bienvenu sur l'importance de la question du crédit et du financement, longtemps négligée dans l'historiographie, et pourtant fondamentale pour comprendre comment s'effectuait l'allocation du capital au sein d'économies où l'État était omniprésent dans le fonctionnement des marchés financiers. Ils se révèlent être un utile complément aux contributions de l'ouvrage récent de Giuseppe Conti, Olivier Feiertag et Rosanna Scatamacchia, comparant les politiques du crédit en France et en Italie².

En dépit de la qualité des textes à laquelle il est impossible de rendre ici pleine justice, l'ouvrage toutefois déçoit un peu. Il se présente, en effet, comme un recueil d'articles disparates et non comme le résultat d'un projet collectif. Des thématiques et questions transversales émergent à la lecture des différents chapitres : on aurait aimé les voir théorisées et développées dans l'ouvrage lui-même. Une première limite tient à l'absence d'une méthode systématique de comparaison. Les cas d'études sont envisagés à partir d'échelles temporelles et spatiales très différentes. Le lecteur apprend beaucoup sur les fortes disparités régionales au sein de l'Italie, en particulier sur l'écart croissant entre le Nord et le Sud qui a surgi dans les années 1950 et que des politiques régionales ont tenté ensuite de combler. Mais s'agit-il d'un phénomène proprement italien ? De même, les facteurs financiers de la croissance italienne sont particulièrement bien étudiés dans l'article de Pietro

Cafaro et Andrea Locatelli, ainsi que dans ceux d'Andrea Leonardi et Silvio Goglio, mais aucun autre chapitre ne permet la comparaison avec un autre pays. Le même défaut se retrouve pour la question fondamentale des mutations du secteur agricole, étudiées seulement dans les cas italiens et espagnols. Ainsi, il est impossible de comprendre si un facteur crucial pour le développement d'un pays est ou non présent dans un autre, et comment ces facteurs peuvent éventuellement prendre des formes différentes et interagir.

La notion de « périphérie », présente dans le titre, n'est ni analysée ni utilisée dans les articles. À défaut, la « périphérie » semble désigner l'ensemble des pays européens en dehors du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne. Pourtant, comme le suggère justement l'introduction de l'ouvrage, deux acceptions communes du terme dans la littérature historique et économique pouvaient éclairer les débats. La définition d'Immanuel Wallerstein tout d'abord, qui insiste sur la division du travail, la persistance des rapports de force et des inégalités au sein d'économies-monde. La définition issue des théories néo-classiques de la croissance ensuite, qui définit la périphérie comme l'ensemble des pays les plus pauvres qui convergent vers les pays les plus riches, processus qui constitue ces derniers en « frontière technologique ». À ces définitions reprises par les éditeurs du volume, on pourrait ajouter celle de l'économie géographique expliquant comment les économies d'échelle dans la production favorisent la création d'un centre industriel contre une périphérie moins industrialisée, ainsi que celle utilisée dans les analyses du système monétaire internationale distinguant le centre et la périphérie en fonction des systèmes de change entre les pays. Ces deux définitions auraient pu se révéler pertinentes en raison des disparités entre les taux d'industrialisation après-guerre, ainsi que des accords de change de Bretton Woods.

Malheureusement, aucun chapitre de l'ouvrage n'adopte une approche visant à définir les rapports d'une « périphérie » à un « centre ». La notion est délaissée par les auteurs sans que l'on sache si c'est en raison de son manque de pertinence ou de sa difficile applicabilité. Rien n'est dit sur les flux commerciaux ou de

main-d'œuvre entre les différentes régions ou pays. Les rapports politiques ou les systèmes de change sont également ignorés. Le seul chapitre faisant exception est celui de Franz Mathis sur les différentes relations de dépendance des zones d'occupation de l'Autriche vis-à-vis des occupants jusqu'en 1955.

L'absence d'une tentative de définition de la « périphérie » est d'autant plus regrettable qu'une grande partie de la littérature économique sur la croissance européenne d'après-guerre se satisfait de la notion de « croissance de rattrapage », sans nécessairement préciser « qui rattrape qui », sous-entendant souvent que l'Europe accomplit un rattrapage à la fois par rapport à son niveau économique d'avant-guerre et par rapport au développement technologique des États-Unis. Une analyse historique détaillée des relations commerciales et technologiques entre pays européens serait donc essentielle. On peut, en effet, se demander en quoi l'Espagne ou l'Italie constituaient une « périphérie » de la France, et en quoi cela aurait contribué à la convergence des niveaux de production. L'absence de référence à la construction économique et monétaire européenne, qui institua pourtant de fait une périphérie, ne peut manquer d'intriguer.

Enfin, on notera le manque d'attention portée à la chronologie. Le titre annonce une analyse de la période 1945-1960, quand l'introduction se réfère plus généralement à « l'âge d'or » de la croissance européenne qui se clôt en 1973. Les chapitres abordent, quant à eux, des périodisations très diverses, choisissant par exemple 1945-1960, 1954-1972 ou 1939-1975, certains prolongeant même l'analyse jusqu'aux années 1990. À l'exception de celui concernant la Bavière par Maximiliane Rider, la reconstruction immédiate de l'après-guerre est ignorée, et le plan Marshall peu ou pas mentionné, l'essentiel des analyses commençant au début des années 1950.

Or ces différences sont peut-être moins dues au parti pris des auteurs qu'au fait que les chronologies des pays européens divergent effectivement fortement après-guerre. De nombreux chapitres ont donc naturellement adopté une périodisation propre au pays étudié. Ceci est d'autant plus vrai pour les pays

non démocratiques où le cycle économique est plus fortement dépendant du cycle politique. Ernesto Clar et Fernando Collantes considèrent ainsi la dictature du général Franco dans son ensemble. Quant à Ivo Bicanic, l'auteur du chapitre sur la Yougoslavie, il interrompt son analyse en 1960 dans la mesure où c'est à cette date que prend fin la forte croissance de l'après-guerre, les décennies suivantes marquant l'essoufflement du système titiste d'autogestion. Sans en faire un élément de discussion entre les chapitres, l'ouvrage met donc en valeur les différentes formes et temporalités de la reconstruction d'après-guerre comme du développement économique ultérieur.

Une des questions fondamentales pour comprendre la croissance de l'après-guerre concerne l'allocation des facteurs de production. Les théories qui expliquent cette croissance uniquement par un phénomène de rattrapage considèrent souvent que cette allocation s'est effectuée de manière naturelle, et que le progrès technique s'explique, quant à lui, par l'imitation. Les analyses historiques plus précises ont, au contraire, montré l'importance des configurations institutionnelles diverses qui ont organisé l'allocation des facteurs : l'importance de l'État dans le financement de l'économie et dans le développement régional et industriel, la coordination sur le marché du travail, le contrôle des flux financiers et commerciaux, le renouvellement des modes d'organisation des entreprises. À ce titre, une analyse européenne fine incluant non seulement les démocraties mais également les pays d'Europe de l'Est et les dictatures ibériques est nécessaire. L'ouvrage emprunte cette voie, mais ne livre ni une analyse globale et unifiée, ni une comparaison systématique des pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est. Il suggère toutefois des pistes importantes, et apporte des informations précieuses sur des éléments peu connus.

ÉRIC MONNET

1 - Nicholas CRAFTS et Gianni TONIOLO (dir.), *Economic Growth in Europe since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

2-Giuseppe CONTI, Olivier FEIERTAG et Rosanna SCATAMACCHIA (dir.), *Credito e nazione in Francia e in Italia (XIX-XX secolo)*, Pise, Edizioni Plus, 2009.

Emmanuel Didier

En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie

Paris, Éd. La Découverte, 2009, 317 p.

En 1939, le sociologue Robert Lynd publie une réflexion sur la signification de l'accumulation du savoir dans la société américaine, *Knowledge for What?*¹. Fort critique du New Deal et des politiques mises en œuvre par le président démocrate Franklin Roosevelt, R. Lynd regrette que les sciences sociales ne soient pas utilisées à des fins politiques pour venir en aide aux plus défavorisés. À quoi bon accumuler les statistiques et les ouvrages sur la population américaine pour, ensuite, renoncer à réformer la société, s'interroge-t-il en dénonçant la frilosité des réformes de l'administration Roosevelt. Dans son livre, Emmanuel Didier va contre ce discours et montre que le rêve d'une utilisation politique des statistiques prit corps dans les agences du gouvernement fédéral américain. Avec une passion évidente pour son objet d'étude, l'auteur détaille le travail des statisticiens dans l'Amérique du début du XX^e siècle et observe leur usage dans l'Amérique démocratique des années 1930. Cette double lecture contradictoire ouvre non seulement un débat sur le New Deal, mais également une réflexion critique sur les conclusions et la méthodologie de l'ouvrage.

En s'inspirant des travaux des historiens américains, E. Didier rappelle que les statistiques du New Deal ne naissent pas *ex nihilo* dans les années 1930. Dans l'Amérique du début du XX^e siècle, et dans la lignée des enquêtes rurales et ouvrières, les statisticiens de trois agences fédérales (le Census Bureau, le ministère de l'Agriculture et le Bureau of Labor Statistics) parcourent le pays et accumulent un premier savoir statistique. Dans les pages passionnantes qu'il consacre aux agents du ministère de l'Agriculture, E. Didier révèle leur ingéniosité et leur énergie au regard de

l'ampleur des problèmes auxquels ils sont confrontés. Cette première phase de consolidation, explique l'auteur, est interrompue par la crise économique de 1929 qui oblige les statisticiens à redistribuer les cartes et à redéfinir leur rôle dans un contexte extraordinaire. L'urgence sociale confère une nouvelle fonction sociale et politique aux statisticiens. Il convient désormais de quantifier le nombre de chômeurs et d'Américains pauvres. Pour répondre à la demande politique, la construction de l'appareil statistique s'étoffe et le recours aux échantillonnages s'améliore. Fort d'une légitimité nouvelle, le statisticien devient un acteur social à part entière et met en carte et en graphiques l'Amérique de la crise. Les programmes sociaux concoctés par l'administration de Roosevelt puisent fortement, explique E. Didier, dans ce savoir statistique. Les catégories définies deviennent des normes sociales et politiques. Ainsi les agents fédéraux contribuent-ils à façonner des séries stables et formelles qui mettent en forme l'Amérique autour de nouvelles classifications, dont celle de « chômeur ». Toutefois, l'auteur ne souhaite pas opposer le formalisme des statisticiens au militantisme d'autres acteurs sociaux, les « cœurs chauds » aux « cœurs froids » pour reprendre sa formule (p. 305). À l'inverse, il rappelle le rôle essentiel des uns et des autres dans l'Amérique des années 1930 pour élaborer le projet, démocratique et populaire, que fut le New Deal.

C'est précisément la conclusion qui suscite d'importantes interrogations sur la méthode et la construction de l'ouvrage. En analysant la chaîne des pratiques statistiques, E. Didier postule *in fine* leur usage politique avec l'avènement du New Deal. Cette linéarité n'est guère démontrée pour les politiques publiques, et la fin de l'ouvrage constitue la partie la plus faible de la démonstration. Il aurait sans doute été judicieux de confronter cette hypothèse à l'abondante historiographie du New Deal et à l'État-providence qui en résulta. À l'image de R. Lynd avant eux, nombre d'historiens déplorent la modestie des réformes et la lente érosion de la dynamique réformatrice tout au long des années 1930. Alors que l'auteur invite « historiens et sociologues » à ne pas avoir peur d'aborder les